



Contribution à la consultation des corps intermédiaires de la société calédonienne du 25 janvier 2021 au 25 mars 2021 sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Chambre de commerce et d'industrie de Nouvelle-Calédonie

Contribution publiée le 24/03/2021



Réponses de l'organisation au questionnaire mis à disposition sur la plateforme participative notreavenir-nc.fr.

Présentation de l'organisation et de son objet

La Chambre de commerce et d'industrie de Nouvelle-Calédonie agit pour développer la prospérité économique de la Nouvelle-Calédonie.

Elle représente et défend les intérêts de ses ressortissants issus des secteurs du commerce, de l'industrie et des services.

La CCI-NC :

- Est un établissement public de la Nouvelle-Calédonie créé en 1879.
- Est un corps intermédiaire entre le privé et le public, indépendant et apolitique.
- Tire sa légitimité de ses élus tous issus du secteur privé qui représentent plus de 14 000 entreprises

Ses 4 missions :

- 1/ Représenter et défendre les intérêts de ses ressortissants
- 2/ Accompagner la création et le développement des entreprises
- 3/ Développer les compétences afin de répondre aux besoins des entreprises
- 4/ Gérer les infrastructures et contribuer au développement économique de la Nouvelle-Calédonie

Selon vous, que signifie « être français » aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie ?

- Etre français c'est parler une langue commune qui nous permet de communiquer tous ensemble, habitants et citoyens de ce pays.
- C'est aussi notre Nationalité, celle qui s'affiche sur notre passeport Européen.
- Car être français c'est aussi bénéficier de la libre circulation en Europe et avoir accès à ses richesses et sa diversité (économique, culturelle, politique).
- Etre français, signifie vivre dans un pays où le système en place est calqué sur le modèle français :
 - mode de fonctionnement juridique et réglementaire
 - organisation des institutions et des collectivités,
 - une administration très présente,
 - l'accès à un système éducatif avec des diplômes référencés et reconnus permettant aux étudiants calédoniens de poursuivre leurs études en métropole et en Europe.
 - l'accès à un système social
 - l'application des normes métropolitaines (ex : AFNOR)
- Etre français c'est aussi grandir dans un Etat qui reconnaît un certain nombre de droits et inculque des valeurs :
 - Grandir dans un Etat de droit et bénéficier de libertés de circuler, d'expression, d'entreprendre etc...
 - Intégrer les valeurs de la République française : indivisible, laïque, démocratique et sociale. Des valeurs qui respectent les diversités et les différences.
 - Cela suppose une égalité de traitement de la NC par rapport au reste de la France (équité, égalité), ce qui n'est pas toujours le cas actuellement. Par exemple, sur la transition énergétique où la NC n'a pas les mêmes avantages que d'autres régions.
- Pour la Nouvelle-Calédonie, être français permet :
 - D'être connue et reconnue dans le Monde (pas de cotation au niveau risque pays COFACE, par exemple). Cette reconnaissance s'étend à la politique, l'économie, mais aussi la culture, le sport, etc...
- La France permet à la Nouvelle Calédonie de briller sur le plan international.
 - De faire partie d'une grande nation qui promeut la paix et de bénéficier de sa protection bienveillante (militaire, cybersécurité, Zones maritimes),
 - De bénéficier de soutiens financier, diplomatique, sanitaire... (vaccins et tests pendant la crise sanitaire de la COVID 19, diplomatie française au Vietnam avec les blue boats).
- C'est aussi apporter nos atouts à la France de façon prioritaire :
 - Constituer une base dans le Pacifique et offrir une place géostratégique
 - Partager nos richesses avec la France, qu'elles soient culturelle, environnementale, artistiques, humaines ou technologique (c'est la « French Tech » qui a été choisie comme label d'innovation NC)
 - Enrichir les réseaux français (celui des CCI ou des clusters) en apportant des idées et des points de vue spécifiques.
 - Etre un laboratoire de solutions innovantes qui pourraient être appliquées en France (pour trouver des solutions à la dépendance énergétique, étudier le climat et l'environnement, tester de nouveaux modèles économiques ou sociaux...).
 - Faire rêver la France et les français de métropole et d'ailleurs

Selon vous, que signifie l'indépendance ? Et que signifie la souveraineté ?

Indépendance	Souveraineté
<ul style="list-style-type: none"> ● Nouvelle-Calédonie est partiellement indépendante : avec le transfert de compétences elle peut faire ses choix, dans un cadre préétabli. ● Par opposition, la Dépendance est un terme connoté négativement (parasitisme, personne dépendante). ● En mathématique, la dépendance correspond à un système lié. L'Indépendance serait alors une absence de lien ? Pas tout à fait, l'indépendance c'est avoir le choix des liens que l'on souhaite créer, choisir ses partenaires et son système de référence pour être maître de son destin. ● Etre indépendant signifie s'émanciper socialement, culturellement, économiquement, ... s'assumer complètement. 	<ul style="list-style-type: none"> ● La souveraineté permet de définir le cadre dans lequel nous souhaitons nous intégrer, Avoir la capacité d'édicter ses lois et de les mettre en pratique sans contrôle externe, C'est la qualité du pouvoir politique d'un État qui n'est pas soumis au contrôle d'un autre État, La subordination directe au droit international (ex du Québec : il est souverain mais pas indépendant). ● Aujourd'hui, la NC est déjà quasi-indépendante, mais n'a pas encore la pleine souveraineté, c'est-à-dire ses compétences régaliennes. ● La souveraineté est ce qui arriverait si le oui l'emportait au référendum. Elle est donc un niveau au-dessus de l'indépendance et reviendrait à « couper le cordon » (création d'un passeport calédonien, d'une constitution calédonienne...)

Selon vous, quel(s) lien(s) la Nouvelle-Calédonie doit-elle entretenir avec la France ?

<ul style="list-style-type: none"> ● Un lien de cœur et culturel avec la nation qui nous accompagne, nous permet de grandir et de nous épanouir. ● Le partage de valeurs républicaines (liberté, égalité, fraternité), de valeurs de tolérance et de cohésion, de principes universels de vie issus de ce que notre héritage commun avec la France nous a inculqué - bien que la France ne nous ait pas toujours montré par ses actes passés la réalité de l'égalité et de la fraternité, notamment dans ses colonies-. ● Un lien d'égal à égal entre des êtres humains qui partagent une culture, des valeurs et une Histoire communes malgré l'éloignement. ● Des liens économiques de coopération pour assurer le développement de secteurs ciblés. ● Conserver ou créer des liens notamment dans les domaines suivants : défense nationale, protection de la zone économique exclusive (ZEE), coopération technique et technologique dans les secteurs médicaux, judiciaires, éducatifs, environnementaux,...
--

Selon vous, à quel(s) grand(s) défis la Nouvelle-Calédonie est-elle confrontée ? Et comment doit-elle y répondre ?

<ul style="list-style-type: none"> ● Mettre en œuvre le « vivre ensemble », de manière concrète, au-delà du slogan. Aujourd'hui, le référendum nous oppose les uns aux autres. Nous devons nous fédérer, travailler ensemble, et nous unir autour d'un même destin dans l'objectif de le déterminer et de le maîtriser, pour notre bénéfice mutuel. Cela passe aussi par la réduction des inégalités sociales et la discrimination positive. Afin de renforcer le vivre ensemble, il serait souhaitable d'intégrer toutes les classes sociales et ethniques dans le monde économique, en tant que chefs d'entreprise. Les mélanésien et océaniens
--

sont particulièrement sous représentés dans le monde des affaires. La diversité culturelle et ethnique est une force.

- Trouver un modèle institutionnel : un modèle politique qui cherche à fédérer plutôt qu'à opposer, qui vise l'union et qui ne prévoit pas un nouveau référendum clivant dans 10 ans. Un modèle plus adapté, inclusif, durable (s'accorder socialement, économiquement et environnementalement).
- Trouver sa propre voie : l'humain aspire d'une manière générale à avoir son propre mode de pensée issu de son analyse de la situation, à vivre comme cela lui convient le mieux, et non pas à répéter de ce qu'on lui a appris. C'est ainsi que l'on apprend à se positionner et que l'on trouve sa place au sein d'un groupe choisi consciemment. C'est ainsi que l'on peut se regarder droit dans les yeux et assumer ses choix, ses erreurs et ses réussites plutôt que de les reprocher à ceux qui décident pour nous. La Nouvelle-Calédonie doit également trouver cela, en évitant le copier/coller du modèle français. Elle a des spécificités et des contraintes (histoire, position dans le monde, taille, insularité) qui lui imposent de trouver sa propre voie. Elle devrait aussi mieux adapter son système de formation et faire le droit qu'elle souhaite (par exemple, un système hybride entre le droit coutumier et le droit commun).
- Défi de la mise en place d'une fiscalité plus égalitaire au service d'une politique économique et sociale : - Simplifier l'organisation du service public et réduire les dépenses pour pouvoir les assumer avec efficacité. L'organisation du service public est surdimensionnée pour le territoire et comporte souvent des doublons entre municipalités, provinces et gouvernement. - Réduire les différences salariales entre le public et le privé. Cette différence a non seulement un impact sur le coût de la vie mais incite aussi les jeunes à se tourner vers la fonction publique plutôt que de vers le secteur privé. En France, 20% de la population active travaille dans le secteur public, c'est le cas de 30% de la population active en Nouvelle-Calédonie. Les rémunérations moyennes du secteur public sont de 30% supérieures à celles du secteur privé. La Calédonie rémunère plus la prudence que le risque, ce qui est nocif pour l'économie d'un pays. Il faut valoriser une attitude pionnière, les investisseurs, l'entrepreneuriat privé.
- Faire reconnaître la Nouvelle-Calédonie pour sa capacité d'innovation à l'échelle nationale, régionale et internationale. (Par exemple, en Calédonie, il y a du soleil mais aussi beaucoup d'espace qui sont de grands atouts pour le photovoltaïque).
- Reconnaître et valoriser nos atouts : la biodiversité, l'océan, la position géostratégique, le nickel constituent quelques exemples d'atouts. Par ailleurs, certaines caractéristiques comme notre taille, notre éloignement, la faible densité de notre population, présentées initialement comme des handicaps sont devenues des avantages. Tous les grands pays industriels ont poussés trop loin leur développement industriel et notre retard d'hier est largement devenu un atout pour demain. A nous de les valoriser.
- Former et attirer les talents calédoniens. Le défi de la montée en compétences de nos populations est la condition indispensable pour assurer compétitivité, productivité et durabilité. Il faut définir et afficher des secteurs d'excellence et des spécialités (le maritime, l'ingénierie, les énergies renouvelables...) qui, sur des niches de développement et de création d'emplois, favoriseront la croissance à long terme. Nous devons trouver des partenaires pour continuer à former les calédoniens et rendre la Nouvelle-Calédonie plus attractive pour conserver les talents calédoniens voire en attirer d'autres. Notons que quand des talents calédoniens sont disponibles, le réflexe doit être systématiquement de privilégier les compétences locales autant dans le secteur public que privé.
- Relever le défi du lien à la terre, qui est à la fois lié à une problématique spéculative, à une problématique environnementale : valoriser la biodiversité dans le respect de l'environnement humain et naturel. à un besoin de sécurité, à une logique d'échanges non-marchands vecteurs de liens et de diversité culturelle.

Quels sont vos espoirs et préoccupations vis-à-vis de l'avenir calédonien ?

Espoirs	Préoccupations
<ul style="list-style-type: none"> ● L'élaboration d'un nouveau modèle adapté aux réalités économiques et sociétales de la Nouvelle-Calédonie, qui ne soit pas forcément celui de la France, ni d'un autre pays, mais un « benchmark » des meilleures pratiques. La recherche de l'efficacité et la réalisation d'un nouvel équilibre. ● La réalisation du vivre ensemble du nord au sud du territoire, au-delà d'un dogme que l'on brandit. La recherche de la tolérance et une cohésion sociale où chaque ethnie et chacun trouve sa place. Une meilleure représentation de la société dans le monde des affaires. ● La convergence des deux mondes juridiques (droit commun et droit coutumier), les mêmes droits et les mêmes obligations pour tous. Eviter d'avoir des catégories juridiques différenciées entre calédoniens. ● La réduction des inégalités de revenu et des inégalités des chances. Il y a des blocages « sociaux », « identitaires », au-dessus desquels il est difficile de passer. Il y a aussi une stigmatisation des calédoniens qui ont souvent difficultés à faire reconnaître leurs compétences. ● La réelle prise en main des compétences qui nous sont déjà accessibles et leurs potentialités. Certaines sont actuellement laissées en friche. ● Le mélange harmonieux et l'enrichissement mutuel de la culture kanak, des autres cultures et de la modernité qui constituent l'avenir de la Calédonie. 	<ul style="list-style-type: none"> ● L'individualisme accentué par le fonctionnement actuel du monde qui peut nous éloigner du bien-être général et nous limiter dans notre champ des possibles. ● La montée des extrêmes, l'augmentation des inégalités, de la précarité, et des tensions sociales. La peur de la partition du pays. Conserver l'unité du pays qui est déjà de petite taille sous réserve d'avoir un modèle satisfaisant pour tous. ● La Peur d'un modèle qui se contente de faire cohabiter les contraires et suscite des oppositions perpétuelles. ● Le maintien de la sécurité des biens et des personnes, le risque de non-respect de la propriété privée et du patrimoine. ● Le risque de confrontation entre les différents types de droit : droit coutumier versus droit commun. Y aura-t-il deux catégories de citoyens ou des citoyens qui auront tous les mêmes droits ? ● Le risque d'augmentation de la pression fiscale pour alimenter le budget du territoire. ● Le maintien de la liberté de circulation (passeport) et de l'impartialité de la justice

Souhaitez-vous formuler une proposition en lien avec l'un des trois thèmes évoqués par le Président de la République* et listés ci-dessous :

- Défi climatique

- Développement économique
- Axe indopacifique

[*Discours prononcé par le Président de la République le 5 octobre 2020 à l'issue de la seconde consultation pour l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie.](#)

- Défi climatique et développement économique : Il nous semble aujourd'hui impossible de séparer le défi climatique du défi économique et du défi social, tant ils sont interdépendants. Arriver à intégrer cela dans les pratiques semble déjà être un défi puisque ces deux premiers thèmes sont séparés dans ce questionnaire. Nous choisissons donc de les traiter ensemble. Du point de vue de l'émission des gaz à effets de serre, la Nouvelle-Calédonie se situe dans le top dix des plus gros pollueurs en CO2 par habitant au monde, principalement à cause des émissions de CO2 générées par les usines métallurgiques. Il est donc important de mettre en place une transition énergétique ambitieuse, rapide et innovante qui impacte l'ensemble des secteurs de la NC. Cela passe par des industries métallurgique et minière vertes permettant notamment d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2035. Ceci constituerait un bon moyen pour le nickel calédonien de se démarquer de ses compétiteurs indonésiens et chinois qui bénéficient de coût de production sensiblement plus faibles. A défaut, les usines métallurgiques de Nouvelle-Calédonie pourraient avoir des difficultés à se pérenniser. Une première étape pourrait consister à verdir le mix électrique de la Nouvelle-Calédonie et des unités métallurgiques (photovoltaïque, éolien, hydraulique,...). Les objectifs visés étant multiples : réduction des émissions à effet de serre localement (effet sur les populations locales), réduction de la dépendance énergétique du pays, relance économique dans le secteur de l'énergie et du BTP (grands travaux, création d'emplois), développement des filières liées (expertise, savoir-faire spécialisés, exportations) et diversification économique, pour le pays mais aussi pour la France qui pourrait bénéficier de cette expérience pour sa propre transition énergétique. (Les principaux enjeux de la première étape sont repris dans la note annexée). La seconde étape par exemple vers l'arrêt des énergies fossiles au profit de l'hydrogène. Des décisions qui nous engagent vers les choix énergétiques stratégiques doivent être prises aujourd'hui pour les décennies à venir. Par ailleurs, la Nouvelle-Calédonie est concernée par le réchauffement climatique, notamment à Ouvéa et sur la Cote Est, la réflexion est donc à approfondir à l'échelle régionale et mondiale. Par exemple :
 - Renforcer les liens économiques et commerciaux avec nos voisins australiens et néozélandais, vanuatais et fidjiens plutôt que d'alourdir notre empreinte carbone en important 80% de nos produits de l'Union européenne. La NC est bien située dans l'axe indopacifique, elle peut profiter de cette proximité pour bénéficier de produits que l'on ne peut pas produire localement.
 - Repenser le modèle économique vers un modèle plus social et plus vertueux. La NC est un pays assez riche pour développer d'autres secteurs que le nickel (agriculture, élevage, tourisme, pêche, services, filières agro-alimentaires, éco-tourisme, croisiérisme de niche) pour subvenir aux besoins des consommateurs et éviter de manière ciblée les importations de produits qui peuvent être produits localement de manière compétitive.
 Au-delà du réchauffement climatique, il y a aussi le dossier environnemental, lié à la biodiversité et à la préservation d'espaces naturels. Le monde doit trouver un nouvel équilibre économique, suite au constat que la surproduction et la surconsommation encouragées depuis plus d'un siècle ont des effets environnementaux néfastes (monocultures, pollutions, OGM, ...). Il faut repenser le mode actuel de consommation lié à ces politiques dépassées. Grâce à l'éloignement de notre île, grâce à une population et un territoire réduits qui n'ont pas permis de mettre en place ces politiques mondiales, il existe majoritairement en Nouvelle-Calédonie des modes de vie encore liés à la nature. Dans le contexte actuel, le retard de la Nouvelle-Calédonie est devenu un atout qui doit nous permettre de limiter notre impact sur notre environnement et de

devenir un laboratoire d'essais, un centre de recherches et d'applications avec seulement 275M personnes et un territoire délimité et limité.

- Axe indopacifique : La Nouvelle-Calédonie constitue un atout stratégique et géographique pour la France et l'Europe dans cette zone et sur cet axe, et même pour l'Australie ou la Nouvelle-Zélande qui sont rassurées par une présence militaire française en Nouvelle-Calédonie. La Nouvelle-Calédonie pourrait représenter la France, équilibrant ainsi les positionnements entre nos deux entités. (La France représentée par la Nouvelle Calédonie dans l'Asie Pacifique, la NouvelleCalédonie représentée par la France dans l'hémisphère Nord). Vu la poussée de la diplomatie chinoise dans les îles du pacifique, intensifier le développement de la coopération militaire avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie par exemple en renforçant les accords 9 Consultation des corps intermédiaires 03/21– Contribution Chambre de commerce et d'industrie NC FRANZ (France-Australie-Nouvelle-Zélande, accord de coopération militaire entre les forces armées des trois pays pour coordonner et rationaliser l'aide civile et militaire aux États et territoires du Pacifique insulaire victimes de catastrophes naturelles). Saisir les opportunités actuelles pour le développement économique. Par exemple, des entreprises calédoniennes pourraient apporter un savoir-faire sur le projet d'achat par l'Australie des sous-marins français et constituer une base arrière pour Naval Group

Questionnaire de la consultation des corps intermédiaires (L'avenir de la Nouvelle-Calédonie).

1. Selon vous, que signifie « être français » aujourd'hui en Calédonie ?

Etre français c'est parler une langue commune qui nous permet de communiquer tous ensemble, habitants et citoyens de ce pays.

C'est aussi notre Nationalité, celle qui s'affiche sur notre passeport Européen.

Car être français c'est aussi bénéficier de la libre circulation en Europe et avoir accès à ses richesses et sa diversité (économique, culturelle, politique).

Etre français, signifie vivre dans un pays où le système en place est calqué sur le modèle français :

- mode de fonctionnement juridique et réglementaire
- organisation des institutions et des collectivités,
- une administration très présente,
- l'accès à un système éducatif avec des diplômes référencés et reconnus permettant aux étudiants calédoniens de poursuivre leurs études en métropole et en Europe.
- l'accès à un système social
- l'application des normes métropolitaines (ex : AFNOR)

Etre français c'est aussi grandir dans un Etat qui reconnaît un certain nombre de droits et inculque des valeurs :

- Grandir dans un Etat de droit et bénéficier de libertés de circuler, d'expression, d'entreprendre etc...
- Intégrer les valeurs de la République française : indivisible, laïque, démocratique et sociale. Des valeurs qui respectent les diversités et les différences.
- Cela suppose une égalité de traitement de la NC par rapport au reste de la France (équité, égalité), ce qui n'est pas toujours le cas actuellement. Par exemple, sur la transition énergétique où la NC n'a pas les mêmes avantages que d'autres régions.

Pour la Nouvelle-Calédonie, être français permet :

- D'être connue et reconnue dans le Monde (pas de cotation au niveau risque pays COFACE, par exemple). Cette reconnaissance s'étend à la politique, l'économie, mais aussi la culture, le sport, etc...
- La France permet à la Nouvelle Calédonie de briller sur le plan international.
- De faire partie d'une grande nation qui promeut la paix et de bénéficier de sa protection bienveillante (militaire, cybersécurité, Zones maritimes),

- De bénéficier de soutiens financier, diplomatique, sanitaire... (vaccins et tests pendant la crise sanitaire de la COVID 19, diplomatie française au Vietnam avec les blue boats).

C'est aussi apporter nos atouts à la France de façon prioritaire :

- Constituer une base dans le Pacifique et offrir une place géostratégique
- Partager nos richesses avec la France, qu'elles soient culturelle, environnementale, artistiques, humaines ou technologique (c'est la « French Tech » qui a été choisie comme label d'innovation NC)
- Enrichir les réseaux français (celui des CCI ou des clusters) en apportant des idées et des points de vue spécifiques.
- Etre un laboratoire de solutions innovantes qui pourraient être appliquées en France (pour trouver des solutions à la dépendance énergétique, étudier le climat et l'environnement, tester de nouveaux modèles économiques ou sociaux...).
- Faire rêver la France et les français de métropole et d'ailleurs

2. Selon vous, que signifie l'indépendance ? Et que signifie la souveraineté ?

Indépendance	Souveraineté
<p>Nouvelle-Calédonie est partiellement indépendante : avec le transfert de compétences elle peut faire ses choix, dans un cadre préétabli.</p> <p>Par opposition, la Dépendance est un terme connoté négativement (parasitisme, personne dépendante).</p> <p>En mathématique, la dépendance correspond à un système lié. L'Indépendance serait alors une absence de lien ? Pas tout à fait, l'indépendance c'est avoir le choix des liens que l'on souhaite créer, choisir ses partenaires et son système de référence pour être maître de son destin.</p> <p>Etre indépendant signifie s'émanciper socialement, culturellement, économiquement,... s'assumer complètement.</p>	<p>La souveraineté permet de définir le cadre dans lequel nous souhaitons nous intégrer, Avoir la capacité d'édicter ses lois et de les mettre en pratique sans contrôle externe, C'est la qualité du pouvoir politique d'un État qui n'est pas soumis au contrôle d'un autre État, La subordination directe au droit international (ex du Québec : il est souverain mais pas indépendant).</p> <p>Aujourd'hui, la NC est déjà quasi-indépendante, mais n'a pas encore la pleine souveraineté, c'est-à-dire ses compétences régaliennes.</p> <p>La souveraineté est ce qui arriverait si le oui l'emportait au référendum. Elle est donc un niveau au-dessus de l'indépendance et reviendrait à « couper le cordon » (création d'un passeport calédonien, d'une constitution calédonienne...)</p>

3. Selon vous, quel(s) lien(s) la Nouvelle-Calédonie doit-elle entretenir avec la France ?

Un lien de cœur et culturel avec la nation qui nous accompagne, nous permet de grandir et de nous épanouir.

Le partage de valeurs républicaines (liberté, égalité, fraternité), de valeurs de tolérance et de cohésion, de principes universels de vie issus de ce que notre héritage commun avec la France nous a inculqué - *bien que la France ne nous ait pas toujours montré par ses actes passés la réalité de l'égalité et de la fraternité, notamment dans ses colonies-*.

Un lien d'égal à égal entre des êtres humains qui partagent une culture, des valeurs et une Histoire communes malgré l'éloignement.

Des liens économiques de coopération pour assurer le développement de secteurs ciblés.

Conserver ou créer des liens notamment dans les domaines suivants : défense nationale, protection de la zone économique exclusive (ZEE), coopération technique et technologique dans les secteurs médicaux, judiciaires, éducatifs, environnementaux,...

4. Selon vous, à quels grands défis la Nouvelle-Calédonie est-elle confrontée ? Et comment doit-elle y répondre ?

Mettre en œuvre le « vivre ensemble », de manière concrète, au-delà du slogan.

Aujourd'hui, le référendum nous oppose les uns aux autres.

Nous devons nous fédérer, travailler ensemble, et nous unir **autour d'un même destin** dans l'objectif de le déterminer et de le maîtriser, pour notre bénéfice mutuel.

Cela passe aussi par la réduction des inégalités sociales et la discrimination positive. Afin de renforcer le vivre ensemble, il serait souhaitable d'intégrer toutes les classes sociales et ethniques dans le monde économique, en tant que chefs d'entreprise. Les mélanésiens et océaniens sont particulièrement sous représentés dans le monde des affaires.

La diversité culturelle et ethnique est une force.

Trouver un modèle institutionnel : un modèle politique qui cherche à fédérer plutôt qu'à opposer, qui vise l'union et qui ne prévoit pas un nouveau référendum clivant dans 10 ans. Un modèle plus adapté, inclusif, durable (s'accorder socialement, économiquement et environnementalement).

Trouver sa propre voie : l'humain aspire d'une manière générale à avoir son propre mode de pensée issu de son analyse de la situation, à vivre comme cela lui convient le mieux, et non pas à répéter de ce qu'on lui a appris. C'est ainsi que l'on apprend à se positionner et que l'on trouve sa place au sein d'un groupe choisi consciemment. C'est ainsi que l'on peut se regarder droit dans les yeux et assumer ses choix, ses erreurs et ses réussites plutôt que de les reprocher à ceux qui décident pour nous. La Nouvelle-Calédonie doit également trouver cela, en évitant le copier/coller du modèle français. Elle a des spécificités et des contraintes (histoire, position dans le monde, taille, insularité) qui lui imposent de trouver sa propre voie. Elle devrait aussi mieux adapter son système de formation et faire le droit qu'elle souhaite (par exemple, un système hybride entre le droit coutumier et le droit commun).

Défi de la mise en place **d'une fiscalité plus égalitaire au service d'une politique économique et sociale** :

- **Simplifier l'organisation du service public et réduire les dépenses** pour pouvoir les assumer avec efficacité. L'organisation du service public est surdimensionnée pour le territoire et comporte souvent des doublons entre municipalités, provinces et gouvernement.
- **Réduire les différences salariales entre le public et le privé.** Cette différence a non seulement un impact sur le coût de la vie mais incite aussi les jeunes à se tourner vers la fonction publique plutôt que de vers le secteur privé. En France, 20% de la population active travaille dans le secteur public, c'est le cas de 30% de la population active en Nouvelle-Calédonie. Les rémunérations moyennes du secteur public sont de 30% supérieures à celles du secteur privé. La Calédonie rémunère plus la prudence que le risque, ce qui est **nocif** pour l'économie d'un pays. Il faut **valoriser une attitude pionnière**, les investisseurs, l'entrepreneuriat privé.

Faire reconnaître la Nouvelle-Calédonie pour sa capacité d'innovation à l'échelle nationale, régionale et internationale. (Par exemple, en Calédonie, il y a du soleil mais aussi beaucoup d'espace qui sont de grands atouts pour le photovoltaïque).

Reconnaitre et valoriser nos atouts : la biodiversité, l'océan, la position géostratégique, le nickel constituent quelques exemples d'atouts. Par ailleurs, certaines caractéristiques comme notre taille, notre éloignement, la faible densité de notre population, présentées initialement comme des handicaps sont devenues des avantages. Tous les grands pays industriels ont poussés trop loin leur développement industriel et notre retard d'hier est largement devenu un atout pour demain. A nous de les valoriser.

Former et attirer les talents calédoniens. Le défi de la montée en compétences de nos populations est la condition indispensable pour assurer compétitivité, productivité et durabilité. Il faut définir et afficher des secteurs d'excellence et des spécialités (le maritime, l'ingénierie, les énergies renouvelables...) qui, sur des niches de développement et de création d'emplois, favoriseront la croissance à long terme. Nous devons trouver des partenaires pour continuer à former les calédoniens

et rendre la Nouvelle-Calédonie plus attractive pour conserver les talents calédoniens voire en attirer d'autres.

Notons que quand des talents calédoniens sont disponibles, le réflexe **doit être systématiquement de privilégier les compétences locales autant dans le secteur public que privé.**

Relever le défi du lien à la terre,

qui est à la fois lié à une problématique spéculative,

à une problématique environnementale : valoriser la biodiversité dans le respect de l'environnement humain et naturel.

à un besoin de sécurité,

à une logique d'échanges non-marchands vecteurs de liens et de diversité culturelle.

5. Piste de réflexion : « quels sont vos espoirs et préoccupations vis-à-vis de l'avenir calédonien ? »

Vos espoirs	Vos préoccupations
<p>L'élaboration d'un nouveau modèle adapté aux réalités économiques et sociétales de la Nouvelle-Calédonie, qui ne soit pas forcément celui de la France, ni d'un autre pays, mais un « benchmark » des meilleures pratiques. La recherche de l'efficacité et la réalisation d'un nouvel équilibre.</p> <p>La réalisation du vivre ensemble du nord au sud du territoire, au-delà d'un dogme que l'on brandit. La recherche de la tolérance et une cohésion sociale où chaque ethnies et chacun trouve sa place. Une meilleure représentation de la société dans le monde des affaires.</p> <p>La convergence des deux mondes juridiques (droit commun et droit coutumier), les mêmes droits et les mêmes obligations pour tous. Eviter d'avoir des catégories juridiques différenciées entre calédoniens.</p> <p>La réduction des inégalités de revenu et des inégalités des chances. Il y a des blocages « sociaux », « identitaires », au-dessus desquels il est difficile de passer. Il y a aussi une stigmatisation des calédoniens qui ont souvent difficultés à faire reconnaître leurs compétences.</p> <p>La réelle prise en main des compétences qui nous sont déjà accessibles et leurs potentialités. Certaines sont actuellement laissées en friche.</p> <p>Le mélange harmonieux et l'enrichissement mutuel de la culture kanak, des autres cultures et de la modernité qui constituent l'avenir de la Calédonie.</p>	<p>L'individualisme accentué par le fonctionnement actuel du monde qui peut nous éloigner du bien-être général et nous limiter dans notre champ des possibles.</p> <p>La montée des extrêmes, l'augmentation des inégalités, de la précarité, et des tensions sociales.</p> <p>La peur de la partition du pays. Conserver l'unité du pays qui est déjà de petite taille sous réserve d'avoir un modèle satisfaisant pour tous. La Peur d'un modèle qui se contente de faire cohabiter les contraires et suscite des oppositions perpétuelles.</p> <p>Le maintien de la sécurité des biens et des personnes, le risque de non-respect de la propriété privée et du patrimoine.</p> <p>Le risque de confrontation entre les différents types de droit : droit coutumier versus droit commun. Y aura-t-il deux catégories de citoyens ou des citoyens qui auront tous les mêmes droits ?</p> <p>Le risque d'augmentation de la pression fiscale pour alimenter le budget du territoire.</p> <p>Le maintien de la liberté de circulation (passeport) et de l'impartialité de la justice.</p>

6. Souhaitez-vous formuler une proposition en lien avec l'un des trois thèmes évoqués par le Président de la République¹ et listés ci-dessous :

- **Défi climatique et développement économique :**

Il nous semble aujourd'hui **impossible de séparer le défi climatique du défi économique** et du **défi social**, tant ils sont interdépendants. Arriver à intégrer cela dans les pratiques semble déjà être un défi puisque ces deux premiers thèmes sont séparés dans ce questionnaire.

Nous choisissons donc de les traiter ensemble.

Du point de vue de l'émission des gaz à effets de serre, la Nouvelle-Calédonie se situe dans le top dix des plus gros pollueurs en CO2 **par habitant** au monde, principalement à cause des émissions de CO2 générées par les usines métallurgiques. Il est donc important de mettre en place une transition énergétique ambitieuse, rapide et innovante qui impacte l'ensemble des secteurs de la NC.

Cela passe par des industries métallurgique et minière vertes permettant notamment d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2035. Ceci constituerait un bon moyen pour le nickel calédonien de se démarquer de ses compétiteurs indonésiens et chinois qui bénéficient de coût de production sensiblement plus faibles. A défaut, les usines métallurgiques de Nouvelle-Calédonie pourraient avoir des difficultés à se pérenniser.

Une première étape pourrait consister à verdir le mix électrique de la Nouvelle-Calédonie et des unités métallurgiques (photovoltaïque, éolien, hydraulique,...).

Les objectifs visés étant multiples : réduction des émissions à effet de serre localement (effet sur les populations locales), réduction de la dépendance énergétique du pays, relance économique dans le secteur de l'énergie et du BTP (grands travaux, création d'emplois), développement des filières liées (expertise, savoir-faire spécialisés, exportations) et diversification économique, pour le pays mais aussi pour la France qui pourrait bénéficier de cette expérience pour sa propre transition énergétique.

(Les principaux enjeux de la première étape sont repris dans la note annexée).

La seconde étape par exemple vers l'arrêt des énergies fossiles au profit de l'hydrogène.

Des décisions qui nous engagent vers les choix énergétiques stratégiques doivent être prises aujourd'hui pour les décennies à venir.

¹ Discours prononcé par le Président de la République le 5 octobre 2020 à l'issue de la seconde consultation pour l'accèsion à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie [2020-10-04-discours-Élysée.pdf \(intelligence-collective.io\)](#),

Par ailleurs, la Nouvelle-Calédonie est **concernée par le réchauffement climatique**, notamment à Ouvéa et sur la Cote Est, la réflexion est donc à approfondir à l'échelle régionale et mondiale. Par exemple :

- Renforcer **les liens économiques et commerciaux avec nos voisins australiens et néo-zélandais, vanuatais et fidjiens** plutôt que d'alourdir notre empreinte carbone en important 80% de nos produits de l'Union européenne. La NC est bien située dans l'axe indopacifique, elle peut profiter de cette proximité pour bénéficier de produits que l'on ne peut pas produire localement.
- **Repenser le modèle économique vers un modèle plus social et plus vertueux**. La NC est un pays assez riche pour développer d'autres secteurs que le nickel (agriculture, élevage, tourisme, pêche, services, filières agro-alimentaires, éco-tourisme, croisiérisme de niche) pour subvenir aux besoins des consommateurs et éviter de manière ciblée les importations de produits qui peuvent être produits localement de manière compétitive.

Au-delà du réchauffement climatique, il y a aussi le **dossier environnemental**, lié à la biodiversité et à la préservation d'espaces naturels. Le monde doit trouver un nouvel équilibre économique, suite au constat que la surproduction et la surconsommation encouragées depuis plus d'un siècle ont des effets environnementaux néfastes (monocultures, pollutions, OGM, ...). Il faut repenser le mode actuel de consommation lié à ces politiques dépassées.

Grâce à l'éloignement de notre île, grâce à une population et un territoire réduits qui n'ont pas permis de mettre en place ces politiques mondiales, il existe majoritairement en Nouvelle-Calédonie des modes de vie encore liés à la nature. Dans le contexte actuel, le retard de la Nouvelle-Calédonie est devenu un atout qui doit nous permettre de limiter notre impact sur notre environnement et de devenir un laboratoire d'essais, un centre de recherches et d'applications avec seulement 275M personnes et un territoire délimité et limité.

- **Axe indopacifique :**

La Nouvelle-Calédonie constitue un **atout stratégique et géographique pour la France et l'Europe** dans cette zone et sur cet axe, et même pour l'Australie ou la Nouvelle-Zélande qui sont rassurées par une présence militaire française en Nouvelle-Calédonie.

La Nouvelle-Calédonie pourrait représenter la France, équilibrant ainsi les positionnements entre nos deux entités. (La France représentée par la Nouvelle Calédonie dans l'Asie Pacifique, la Nouvelle-Calédonie représentée par la France dans l'hémisphère Nord).

Vu la poussée de la diplomatie chinoise dans les îles du pacifique, **intensifier le développement de la coopération militaire** avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie par exemple en renforçant les accords

FRANZ (France-Australie-Nouvelle-Zélande, accord de coopération militaire entre les forces armées des trois pays pour coordonner et rationaliser l'aide civile et militaire aux États et territoires du Pacifique insulaire victimes de catastrophes naturelles).

Saisir les **opportunités actuelles pour le développement économique**. Par exemple, des entreprises calédoniennes pourraient apporter un savoir-faire sur le projet d'achat par l'Australie des sous-marins français et constituer une base arrière pour Naval Group.